

Association des firmes d'ingénieurs-conseils - Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

L'Association des firmes d'ingénieurs-conseils du Canada (AFIC) recommande que le gouvernement poursuive son engagement actuel de doter le pays d'un plan d'infrastructure à long terme. Selon le Conference Board du Canada, « [...] de toutes les formes d'investissements gouvernementaux, les dépenses d'infrastructure sont celles qui stimulent le plus la croissance économique. En fait, le Conference Board estime que dans une économie qui fonctionne en deçà de son potentiel, chaque dollar dépensé en infrastructures contribue à accroître le PIB réel du Canada d'au moins 1,20 \$. » (Lessons from the Recession and Financial Crisis, Conference Board du Canada, 2010). Étant donné la nécessité de concilier les besoins criants d'investissement avec la réalité financière actuelle, une approche concertée à long terme et planifiée de façon adéquate est essentielle. Afin de renforcer l'économie et d'améliorer la compétitivité du Canada à long terme, le plan d'infrastructure doit comprendre les éléments suivants : • Engagement à combler et à stabiliser le déficit d'infrastructure à long terme; • Échéanciers réalistes conciliant l'urgence d'investir à long terme dans les infrastructures avec les pressions financières actuelles; • Adoption de bonnes pratiques de gestion des actifs afin de quantifier l'état des infrastructures existantes et leur durée de vie restante; • Évaluation permanente des besoins en infrastructures dans le domaine des transports, de l'environnement, de la santé et de l'éducation, compte tenu de l'état des infrastructures actuelles, des besoins changeants, de l'adaptation nécessaire aux changements climatiques et de la croissance démographique; • Évaluation et fixation des priorités efficaces des projets et des programmes; • Responsabilités et rôles clairement définis pour chaque ordre de gouvernement (évaluation des besoins, planification, investissement, exécution et entretien); • Plan d'investissement prévisible dans les infrastructures qui permettra à tous les ordres de gouvernement, aux organismes publics et aux entreprises privées d'établir et d'allouer les ressources nécessaires à la planification, au financement, à la conception, à la construction et à l'exécution de projets d'infrastructure; • Évaluation annuelle des progrès et du rendement des investissements. L'AFIC félicite le gouvernement de son engagement à doter le pays d'un plan d'infrastructure à long terme. L'AFIC réclame l'établissement d'un tel plan depuis de nombreuses années. La nature des investissements dans les infrastructures repose sur le long terme et exige de prévoir pour des décennies et non pas seulement des années.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Les investissements dans les infrastructures permettent la croissance économique et la création d'emplois en période de récession comme en période d'expansion économique. Dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle et dans le contexte de croissance modeste des économies

avancées, le renouvellement des infrastructures constitue la solution idéale pour concilier création d'emplois et amélioration de la compétitivité. De plus, les investissements prudents dans les infrastructures peuvent aider le Canada à mieux résister aux ralentissements économiques futurs. La conclusion du Conference Board du Canada selon laquelle, de toutes les mesures de relance budgétaire, l'investissement dans les infrastructures est celle qui a le plus contribué à la croissance économique, non seulement justifie les dépenses effectuées par le gouvernement dans les infrastructures pour stimuler l'économie, mais démontre également la valeur permanente des investissements dans les infrastructures pour la santé économique et la prospérité du Canada. Par ailleurs, un plan national d'infrastructure à long terme peut créer des emplois durables de qualité dans de multiples secteurs, notamment dans les secteurs canadiens du design, des technologies et de la construction. En revanche, les programmes d'infrastructure épisodiques et d'une durée limitée créent de l'incertitude et font en sorte qu'il est difficile de maintenir des emplois spécialisés et de favoriser l'essor des industries canadiennes. Un plan national d'investissement à long terme dans l'infrastructure continuera d'appuyer la création d'emplois durables de qualité partout au pays. Il permettra également de renforcer les capacités du pays de répondre aux besoins à long terme des Canadiens et d'assurer la présence du Canada sur les marchés internationaux.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Toute politique visant à accroître la compétitivité de l'économie canadienne aidera le pays à résoudre les problèmes démographiques auxquels il doit faire face. Les tendances démographiques sont l'une des rares variables économiques prévisibles avec exactitude bien des années à l'avance. Ainsi, nous avons une très bonne idée de ce que sera notre situation démographique dans 10, 20 ou 30 ans et même au-delà. Nous pouvons donc nous préparer à relever les défis démographiques avec une admirable prévoyance. La seule façon de résoudre les problèmes liés à la démographie est de faire en sorte que notre économie génère suffisamment de richesse au cours des prochaines décennies pour soutenir les générations futures. L'investissement dans les infrastructures représente la façon la plus efficace pour les gouvernements d'accroître la compétitivité de l'économie et son potentiel de croissance à long terme. L'un des grands problèmes qu'il nous faudra résoudre au moyen du plan d'infrastructure à long terme est la tendance de notre population à quitter les campagnes pour vivre dans les villes. Dans de nombreuses régions rurales du Canada, les municipalités aux prises avec une décroissance démographique et une population vieillissante, donc une assiette fiscale réduite, pourront difficilement investir dans les infrastructures. Beaucoup de ces collectivités rurales ont dû se démener pour avoir accès à des programmes d'infrastructure et obtenir des ressources. Investir dans le renouvellement des infrastructures à long terme aidera à jeter les bases d'une économie dont nous aurons besoin dans les années à venir pour relever les défis démographiques inévitables. Compte tenu de la période actuelle d'austérité budgétaire, notre capacité à répondre aux besoins du pays en infrastructures exigera une planification à long terme. En ce qui a trait au renforcement des capacités, la réciprocité et la courtoisie avec d'autres instances gouvernementales peuvent être bénéfiques en génie sur le plan du recrutement d'ingénieurs et d'autres spécialistes. En principe, nous appuyons la mobilité et accueillons favorablement les améliorations apportées à l'évaluation et à la reconnaissance des titres de compétence. Nous ne sommes pas opposés aux exigences locales de délivrance de permis quand elles sont raisonnables et appliquées équitablement à tous les postulants. Toutefois, compte tenu de notre expérience du New West Partnership Trade Agreement (Accord commercial du nouveau partenariat de l'Ouest), nous ne pouvons pas appuyer un accord qui encourage l'obtention de services professionnels comme on le ferait pour des marchandises, car cela compromettrait la qualité des services et

entraînerait un risque accru et un coût additionnel pour les contribuables.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Un certain nombre de rapports publiés au cours des dernières années ont tenté d'évaluer, selon divers critères, l'ampleur des besoins du Canada en infrastructures. Infrastructure Canada est bien au fait de la majorité d'entre eux. Cependant, la récente étude de 2010 intitulée *Public Infrastructure Underinvestment: The Risk to Canada's Economic Growth* (Sous-investissement dans l'infrastructure publique : Le risque pour la croissance économique du Canada) commandée par the Residential and Civil Construction Alliance of Ontario (RCCAO), traite directement de la question de la productivité. L'étude du RCCAO est digne de mention, car elle porte directement sur les conséquences du sous-investissement dans les infrastructures et ses coûts importants pour l'économie canadienne. L'importance des infrastructures dans nos vies passe souvent inaperçue et leur présence va de soi. De même, les conséquences du sous-investissement se font souvent sentir graduellement et ne sont pas nécessairement perceptibles dans l'immédiat. Selon l'étude du RCCAO, le sous-investissement dans les infrastructures publiques coûtera chaque année à l'économie canadienne 1,1 % de la croissance du PIB réel au cours des 50 prochaines années et réduira de 20 % en moyenne la rentabilité à long terme des entreprises canadiennes. Une stratégie nationale d'investissement à long terme dans les infrastructures peut supprimer les coûts économiques du sous-investissement dans les infrastructures et favoriser une reprise économique durable au Canada.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?